

Rapport général des Journées Sociales du CEPAS 2015

Ghislain
TSHIKENDWA
Matadi, Jésuite.
Docteur en sociologie.
Directeur de l'Institut
Supérieur Agro-
vétérinaire (ISAV)/
Kimwenza.
tshikendwa@jesuits.net

La Rédaction s'excuse
de ne pas pouvoir
publier, dans ce
numéro, les deux
discours (ouverture et
clôture) des Journées
Sociales ainsi que la
conférence du Père
Metena intitulée "Le
CEPAS aux prises
avec le microcosme
congolais". Ces textes
vous seront proposés
dans une de nos
prochaines livraisons.

Fidèle à sa tradition, le Centre d'Etudes pour l'Action Sociale (CEPAS) a organisé, du 22 au 24 juillet 2015, des Journées Sociales avec comme thème : « **Le CEPAS au service du développement intégral** ». La particularité de ces journées est qu'elles se sont déroulées en cette année jubilaire où le CEPAS célèbre ses cinquante ans d'existence.

Aussi, les thèmes des conférences ont-ils été choisis, comme l'a si bien rappelé le Directeur du CEPAS dans son discours d'ouverture, « de manière que les participants disent, de leur point de vue, la position du CEPAS dans le microcosme congolais ; la vision de l'économie qu'il a tenté de promouvoir au cours de ses 50 ans ; l'image de l'homme et de la femme dont il a souhaité et encouragé l'éclosion ; le modèle de famille et de société pour lequel il a milité et, enfin, les luttes et les plaidoyers dans lesquels il s'est engagé pour la gouvernance des ressources naturelles ».

Le discours d'ouverture du Directeur du CEPAS a servi d'introduction aux conférences-débats, cinq au total, dont l'objectif général était, non seulement de faire le point sur le travail déjà accompli, mais aussi d'aider le centre à se projeter, avec courage et lucidité, dans les 50 prochaines années.

Le présent rapport rend compte, en premier lieu, de cinq conférences tenues au cours de ces trois journées de réflexion et de travail ainsi que des échanges subséquentes. En deuxième lieu, il présente, les résolutions et recommandations, fruits des travaux en ateliers.

1. Conférences-débats et échanges

« *Le CEPAS aux prises avec le microcosme congolais* » est le titre de la première conférence prononcée par le Père Simon-Pierre Metena, Directeur du CEPAS. L'orateur a commencé par rappeler la mission du CEPAS, à savoir : « identifier les problèmes sociaux à résoudre pour les penser, par des études et des recherches, non seulement dans un but de documentation, mais aussi en vue de susciter et de permettre une action plus éclairée, plus efficace ». Il a ensuite précisé que cette mission ne consiste pas à mener des actions révolutionnaires ou réformatrices sur la société, mais plutôt à appréhender les vrais problèmes qui se posent à notre société et de proposer des solutions susceptibles d'atténuer leur impact négatif ou de stopper leur nuisance potentielle.

Dans cette perspective, le CEPAS encourage le travail en synergie, la collaboration intelligente et le dialogue constructif avec ses partenaires afin d'éviter la pensée unique et autocratique. Plus concrètement, le conférencier a montré, en quatre étapes, comment la mission du CEPAS s'est déployée à travers le temps. La première étape est celle des origines où un provincial et six de ses compagnons jésuites ont décidé de donner une réponse concrète au drame des peuples du Burundi, du Rwanda et de la RD Congo, les trois pays qui composaient alors la province jésuite d'Afrique Centrale.

Cette *première étape* se caractérise par une réflexion théorique et par un travail intelligent bien ordonné vers la production du savoir et des procédés utiles bien insérés dans les structures sociales et économiques. Les membres du CEPAS de cette époque travaillent en équipe et sont surtout aux prises avec les réalités sociopolitiques et économiques. Ils acquièrent, cela s'entend, une expérience de terrain extraordinaire qui contribuera incontestablement à asseoir la crédibilité du CEPAS.

La *deuxième étape* est celle où les membres du CEPAS sont « aux prises avec le Léopard... ». A la fois dangereuse et exaltante, cette étape a exigé d'eux la prudence de la colombe et l'astuce du serpent. Le CEPAS s'est montré à la hauteur de sa mission : celle de rassembler dans l'unité et sous le signe de l'intelligence, de l'objectivité et de l'impartialité les sensibilités les plus diverses de la nation. Le Centre est ainsi devenu « le point de rencontre de tous ceux qui veulent exprimer leurs idées au sujet de l'évolution générale du pays ».

Qualifiée de « Tournant de 1995 », la *troisième étape* coïncide avec la célébration des 30 ans du CEPAS. Elle se caractérise essentiellement par le renforcement de son cadre administratif et l'embellie de sa santé financière. Le CEPAS peut alors se consacrer à la formation du peuple congolais, à la paix et aux élections.

La dernière étape est celle où le CEPAS se présente, sans complexe, comme centre de référence en recherches et actions pour la promotion d'un leadership et d'une culture de gestion économique, sociale, politique, créateurs à la fois des richesses et du bien-être pour chaque Congolais. La mission devient essentiellement celle de se consacrer, par ses analyses, ses recherches et ses actions, à la promotion de la justice et du développement humain et intégral.

Le conférencier a conclu son propos de manière prospective. Il a rêvé de la mise sur pied d'un *think thank* appelé à rassembler des volontés et des intelligences capables non seulement de profondeur et d'incision dans l'analyse des faits et des réalités de la RD Congo, mais aussi de prospective créatrice d'utopies et des possibilités d'action innovante.

Les échanges ayant suivi cette première conférence ont porté sur plusieurs aspects parmi lesquels la réponse à donner par le CEPAS aux crises politiques provoquées par le non-respect des Constitutions en Afrique Centrale ; le choix à faire entre la formation de l'élite et le travail avec les forces sociales de base ; la démarche voulue pragmatique du CEPAS vis-à-vis du peuple congolais à la fois objet et acteur du développement ; la vision du CEPAS par rapport aux jeunes.

Le conférencier pense que les Journées Sociales organisées sur les élections, la Constitution et sur l'éducation à la citoyenneté ont préparé les Congolais à faire face aux crises politiques qui pouvaient naître du non-respect de la Constitution. Il a également fait observer que le changement n'est pas seulement le fait de la masse populaire, mais de la conjonction entre elle et l'élite.

Au sujet de la vision du CEPAS en faveur de la jeunesse, il a noté que la plan triennal en cours de réalisation prévoit de travailler avec toutes les classes sociales dont les jeunes, notamment en créant des clubs de lecture pour les jeunes en vue de les initier à la réflexion rigoureuse.

La deuxième communication a traité de « ***La vision de l'économie promue par le CEPAS au cours des 50 dernières années*** ». Elle était animée par le professeur François Kabuya Kalala. Celui-ci a tenté (1) de relever la vision de l'homme qui parcourt les articles publiés dans la revue *Congo-Afrique* ; (2) d'indiquer les domaines économiques où un effort est exigé du CEPAS ; et, enfin, (3) d'aider le CEPAS à construire une vision humaine de l'économie à la lumière notamment des enseignements contenus dans la récente encyclique du Pape François, intitulée *Laudato Si'*.

Le professeur Kabuya a énuméré les exigences de l'économie humaine, à savoir : (i) une économie au service des êtres humains et non l'inverse ; (ii) celle qui reconnaît aux hommes et aux femmes un droit égal et imprescriptible à des conditions de vie matérielles décentes (nutrition et logement

adéquats, accès à l'eau, à l'éducation et aux soins médicaux, etc.) ; (iii) une économie qui se fonde sur le fait que l'être humain – être social – ne vit pas que de biens et services, mais aussi de la qualité des relations qu'il entretient avec les autres et qu'il a, par conséquent, le droit d'accéder aux modes de participation à la vie sociale qui sont nécessaires au respect de soi et à la dignité ; (iv) une économie qui prend en compte le fait que le progrès ne se mesure pas seulement à la quantité de biens et services produits et accumulés, et que la croissance n'est pas une fin en soi, mais un outil dont l'usage est subordonné à la poursuite des valeurs et aspirations des hommes et des femmes ; et, enfin, (v) une économie qui se refuse de conduire à des inégalités si ce n'est pour engendrer le sentiment d'une juste rétribution des efforts personnels à travers la distribution des revenus et des richesses.

On le voit : à la logique de survie de l'économie marchande, le professeur François Kabuya recommande de substituer la vie tout en remplaçant le conflit et la rivalité dans l'usage des ressources par la convivialité et la solidarité.

De ce point de vue, précisément, le rôle du CEPAS à travers la revue *Congo-Afrique* n'a pas été moindre, affirme l'orateur. Grâce aux articles à caractère économique, politique, social et culturel, le CEPAS a disséminé l'information et a mis à la disposition de nos concitoyens des outils d'analyse pour une participation effective au débat public de manière à influencer sur les choix collectifs de modes de vie. Dans l'ensemble, le CEPAS s'investit dans les actions de conscientisation, d'éducation à la responsabilité et aux valeurs humaines.

En effet, la vision de l'économie promue par le CEPAS est celle de la Doctrine sociale de l'Eglise qui fait du développement durable et intégral sa grande préoccupation. Le conférencier s'est référé, pour cette raison, à la dernière encyclique sociale du Pape François qui en appelle à une Ecologie humaine :

La destruction de l'environnement humain est très grave, parce que non seulement Dieu a confié le monde à l'être humain, mais encore la vie de celui-ci est un don qui doit être protégé de diverses formes de dégradation. Toute volonté de protéger et d'améliorer le monde suppose de profonds changements dans les styles de vie, les modèles de production et de consommation, les structures de pouvoir établies qui régissent aujourd'hui les sociétés... Le défi urgent de sauvegarder notre maison commune inclut la préoccupation d'unir toute la famille humaine dans la recherche d'un développement durable et intégral (*Laudato Si'*).

Cette communication a donné lieu à de riches échanges qui ont tourné autour des questions suivantes : le discours politique du cadre macro-économique face à l'économie à visage humain ; la place de l'Afrique dans le

contexte du marché mondialisé ; l'orientation à donner à l'économie de notre pays ; la lutte contre la corruption comme voie royale vers une économie à visage humain ; le système de production à promouvoir pour une économie en faveur de l'homme et de la femme ; la place du secteur de l'eau dans la politique du gouvernement.

Au regard de ces préoccupations, le professeur Kabuya invite l'intellectuel et la société civile à bien communiquer. Selon lui, la stabilisation du cadre macro-économique est importante, car elle protège le pouvoir d'achat. La croissance doit néanmoins être inclusive. Si l'Afrique ne s'engage pas dans la production des biens là où elle dispose des avantages comparatifs, elle sera la grande perdante. L'Afrique est donc instamment invitée à repenser ses structures de production et à mettre l'accent sur le développement de l'agriculture pour favoriser une économie à visage humain.

La corruption gangrène la promotion d'une économie à visage humain. La responsabilité de tous et de chacun est ici sollicitée pour exiger des explications de nos gouvernants. A propos de l'environnement, le conférencier fait remarquer que pauvres et riches détruisent, chacun à sa manière, notre « maison commune ». Il nous faut nous organiser pour protéger nos forêts et nos eaux.

La deuxième journée s'est ouverte par la conférence du professeur André Yoka Lye Mudaba sur « *L'image de l'homme congolais promue par le CEPAS* ». L'orateur a axé sa communication sur le bilan culturel de la revue Congo-Afrique à laquelle il a du reste rendu un vibrant hommage pour lui avoir ouvert les "yeux intellectuels". Grâce à *Congo-Afrique* et au CEPAS qu'il fréquente depuis ses études gréco-latines au collège Saint Albert, le conférencier a appris à regarder plus loin et à scruter la réalité culturelle et sociale.

Le conférencier, spécialiste de la culture, s'est utilement servi de l'Index de *Congo-Afrique* de 1996 couvrant la période de 1961 à 1995. Les statistiques tirées de cet index montrent que 450 articles, soit 28% de l'ensemble d'articles relèvent de la « Vie culturelle ». Le professeur estime néanmoins que si l'on s'en tient à la définition canonique de la culture, ce chiffre ne reflète pas la réalité, car tous les articles classés dans la rubrique « vie culturelle » ne sont pas tous le reflet de l'évolution des modes de pensée et des formes de création.

Partant toujours de l'index, le conférencier classe les articles de la revue *Congo-Afrique* à caractère culturel en trois périodes. La première (1960-1975) est celle des quêtes identitaires en Afrique et des ambitions révolutionnaires panafricanistes. Au niveau national, cette période est très riche sur le plan culturel, comme cela transparaît dans *Congo-Afrique* à travers les articles ayant trait à la philosophie bantoue, à la promotion des langues nationales, à la recension des faits littéraires et artistiques. Le fait marquant de cette période

en est, selon lui, le compte rendu et les commentaires du R.P. Martin Ekwa bis Isal, de pieuse mémoire, de la réunion de l'UNESCO à Accra sur les politiques culturelles africaines.

La deuxième période (1980-1995) est marquée, sur le plan national, par les contestations du régime. C'est le déclin de l'authenticité. Dans *Congo-Afrique* (alors *Zaire-Afrique*), les articles à caractère culturel sont liés aux questions idéologiques, au rapport culture-technologie, art et engagement. De cette période, deux auteurs se détachent : Tshonga Onyumbe, d'auguste mémoire, pour ses écrits sur la sociologie de la musique congolaise moderne et Kā Mana pour ses cris d'alerte parus dans la rubrique Regard sur les temps actuels.

La troisième période (2000-2015) est, sur le plan national, celle des guerres, du processus de paix, des élections et de la montée d'une société civile dynamique et vigilante. Du point de vue culturel et artistique, cette période est dominée par le projet-phare Yambi, projet exécuté par la RD Congo en collaboration avec la communauté francophone belge. Y sont impliqués, plusieurs talents artistiques du pays s'inscrivant dans la dynamique de la réconciliation et de la reconstruction nationales. Dans *Congo-Afrique*, deux nouvelles thématiques apparaissent. Il s'agit des questions de culture en rapport avec les exigences de la conscience nationale et les approches sémiologiques liées aux phénomènes et à la culture du quotidien.

A l'issue de ce bilan, quelques perspectives sont suggérées pour *Congo-Afrique* dans le domaine culturel :

- redonner la place à la littérature ;
- exploiter les thèmes concernant les sources et les ressources de la culture de la paix et du développement durable ;
- rechercher, en ce qui concerne l'éducation et la culture, les voies innovantes, incubatrices de transmission des savoirs, des savoir-faire et des connaissances ;
- donner davantage la parole aux créateurs.

Le professeur Yoka pense qu'il faut une plus grande systématisation, conceptualisation, quantification, actualisation des données culturelles en mettant en avant la culture comme centre de l'économie créative, et les droits d'auteur comme composante des droits de l'homme. Le conférencier conclut sous forme de verbatim :

- Bien renaître pour bien-être ;
- Développement pour tout homme, pour tout l'homme et pour tous les hommes ;
- Développement, nouveau nom de la paix ;
- Plaidoyer pour une civilisation de créateurs.

Le débat ayant suivi cette troisième conférence a porté sur des sujets aussi divers que riches en rapport avec la culture : moyens à mobiliser pour placer la culture au centre du développement ; cause de la dépravation des mœurs chez les artistes-musiciens ; vulgarisation des mécanismes contre les effets pervers de la territoriale des originaux dans le contexte de la décentralisation ; émergence d'une pensée pour le renouveau de l'homme congolais ; rôle joué par le conférencier lui-même dans la promotion de la culture ; définition de la culture comme épopée quotidienne du peuple ; pistes à envisager pour le renaissance du peuple congolais et défis familiaux relatifs au mariage exogamique.

En guise de réponse, le professeur André Yoka invite à la professionnalisation du secteur de la culture. La crise des mœurs observée à tort ou à raison chez les artistes-musiciens est plutôt liée, pense-t-il, à la misère esthétique. Il invite à éviter les généralisations hâtives et à considérer les choses de manière positive car de très bonnes choses sont en train d'être réalisées et elles méritent admiration et encouragement. Le conférencier fait observer que les grandes révolutions dans l'histoire n'ont pas été menées par la masse, mais plutôt par des personnes charismatiques aux idées novatrices. Mais il nous faut apprendre à regarder ce que le peuple fait et à entendre ce qu'il dit pour nous laisser enseigner.

La renaissance du Congo passe par un investissement sérieux dans l'éducation. L'école doit reprendre sa place comme lieu de cette renaissance. Pour sa renaissance et son développement durable et intégral, la RD Congo doit compter sur des niches d'excellence et de nombreux talents dont elle regorge. A propos du mariage exogamique, le professeur demande de laisser la liberté de choix aux futurs époux, car la différence et la diversité sont des richesses.

La quatrième conférence est celle de Madame le professeur Angélique Sita Mwila Akele, avec un titre bien attachant : « ***La famille, force du développement de la République démocratique du Congo*** ». D'entrée de jeu, la conférencière situe la pertinence du thème de la famille par les faits suivants :

- La constance du Constituant congolais dans la compréhension de la famille comme cellule de base de la communauté nécessitant la protection de l'Etat, cela en conformité avec l'article 16 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ;
- Les réflexions sur la famille à l'occasion de la célébration du 20^e anniversaire de l'année internationale de la famille et de la journée internationale de la famille observée le 15 mai de chaque année depuis l'année 1994 ;
- L'intérêt toujours grandissant de l'Eglise catholique pour la famille tel qu'il apparaît dans le Magistère de l'Eglise.

Ce préambule permet à la conférencière de structurer son exposé en trois points. Le premier est une interrogation : *Pourquoi cette insistance à parler de la famille et du développement aujourd'hui ?* Le deuxième point fait ressortir quelques atouts dont dispose la RD Congo pour son développement intégral et le troisième ouvre les perspectives pour un développement humain, durable et intégral.

La famille est en crise. Le développement durable, humain et intégral reste pour la plupart de nos concitoyens un mot creux. Les mutations sociales sont une évidence et ne manquent pas d'influer sur l'institution familiale. Le lien entre famille et mariage n'est plus mis en valeur. La famille se caractérise ainsi par des identités diversifiées et contradictoires dues, entre autres, aux nouveaux idéaux de bonheur, de libre choix, de démocratie qui se caractérisent par la présence des familles monoparentales, recomposées, homoparentales et par les unions de fait (*Yaka tofanda* en lingala). L'institution « famille » ne manque pourtant pas d'atouts susceptibles de l'aider à contribuer au développement intégral. C'est le deuxième point de la réflexion du professeur Angélique Sita. Parmi ces atouts, nous citons :

- L'existence des textes juridiques régissant la famille et le développement bien que ceux-ci nécessitent une adaptation ;
- La prédominance des jeunes dans nos familles ;
- L'implication des Nations Unies dans la lutte pour l'émancipation des femmes et la protection des droits de l'enfant et de la femme ;
- La promotion de l'égalité en dignité de l'homme et de la femme ; de la liberté pour les opprimés, de la lutte contre les violences ;
- L'importance de la solidarité familiale.

Voilà des atouts pouvant servir de base à un développement humain, durable et intégral.

Le troisième point abordé par la conférencière est précisément relatif au développement humain, durable et intégral. Quelques aspects à privilégier sont suggérés :

1. *Sur le plan culturel et éthique*

- ouverture à une société du don et de la gratuité ;
- respect des valeurs de solidarité et dignité humaine ;

2. *Sur le plan social*

- Protection des familles ;
- meilleur accès à l'éducation ;
- interaction entre les différents niveaux du savoir humain ;

- fonctionnement d'un système cohérent de solidarité ;
- promotion d'associations familiales véritablement opérationnelles ;
- existence de mesures incitatives pour réduire le départ des jeunes et faire revenir les émigrés.

3. *Sur le plan politique*

- respect des exigences d'une justice équitable ;
- promotion de la participation citoyenne des familles ;
- coopération internationale dans la protection de la dignité humaine et du patrimoine culturel des familles ;
- Maintien de la paix et de la justice.

4. *Sur le plan économique*

- politique de l'emploi et de la main-d'œuvre en faveur des jeunes et promotion d'un travail décent ;
- promotion des familles « investisseurs » plutôt que consommatrices ;
- éducation des consommateurs et de leurs associations à une consommation sobre et intelligente, etc.
- La famille ne deviendra une force de développement que si certains préalables sont remplis :
 - sur le plan culturel, le respect des valeurs spirituelles et morales,
 - sur le plan social, le respect des engagements conjugaux, l'éducation des enfants aux valeurs, la protection des enfants mineurs ;
 - sur le plan économique, la promotion de l'esprit d'entrepreneuriat et la lutte contre la désintégration des patrimoines lors des successions ;
 - sur le plan politique, la responsabilisation par la participation citoyenne et l'application du droit de suivi et de contrôle des activités politiques ;
 - Sur le plan environnemental, l'application de bonnes pratiques en matière de la protection de la nature.

Les échanges en relation avec est exposé ont tourné autour du rôle de l'homme dans le développement ; de la pratique homosexuelle ; des causes de la crise de la famille ; de la dot en RD Congo. La conférencière fait observer que le concept de l'homme mis en exergue dans la définition du développement intégral inclut les deux sexes. Au sujet de l'homosexualité, la conférencière déplore les pressions exercées par l'Occident sur les autres Etats à adopter les pratiques homosexuelles. Concernant la crise de la famille, l'oratrice en situe la cause entre autres dans les mutations sociales et dans l'absence de repères

clairs et sûrs dans notre société moderne. Au sujet de la dot, elle soutient que celle-ci est une institution qui légitime le contrat de mariage. Elle déplore néanmoins la hauteur exagérée du montant de la dot.

La dernière conférence a été animée par monsieur Georges Bokundu avec comme thème : « ***Le CEPAS au service de la gouvernance des ressources naturelles*** ». Cette conférence était structurée en trois points :

1. Défis majeurs de la gouvernance des matières premières

Ces défis se déclinent comme suit :

- la mauvaise application des différentes législations sectorielles ;
- l'inefficacité et le manque des compétences des agents et services attirés à la gestion des secteurs minier, pétrolier et forestier ;
- le manque de mécanisme de contrôle des activités extractives qui est la base de l'insuffisance du rendement économique du secteur des ressources naturelles ;
- le manque de mécanisme de contrôle aux frontières pour faire face à la fraude minière qui est la base substantielle des revenus à l'exportation ;
- le manque d'encadrement des activités d'exploitation artisanale en dépit de la présence du SAESSCAM, qui fait face quant à lui au manque des moyens et au nombre trop élevé des sites d'exploitation minière artisanale ;
- le manque de maîtrise des statistiques de production, minière et pétrolière.

2. Comment le CEPAS a contribué à relever les défis dans le secteur des ressources naturelles ?

Le CEPAS a joué un grand rôle dans la promotion de la gouvernance des ressources naturelles par :

- sa participation aux différents plaidoyers organisés par la Société civile et par ses différentes publications ;
- son rôle dans la révisitation des contrats miniers au processus de la révision du Code minier ;
- son soutien aux organisations de la société civile œuvrant dans les questions des ressources naturelles comme dans la mise en œuvre de l'ITIE (Initiative pour la transparence des industries extractives). Le directeur du CEPAS a été choisi comme délégué de la société civile pour faire partie de l'équipe de transition du Comité exécutif de l'ITIE avant la mise en place de 2009 ;
- ses nombreuses publications ;

- son rôle dans le pilotage du Forum de la société civile pour arriver à conduire les travaux d'analyse de 12 grands contrats miniers de la RD Congo.

3. *Que faut-il améliorer dans les interventions du CEPAS et que reste-t-il à faire ?*

- Continuer son leadership aux côtés des autres organisations pour faire porter la voix de la société civile auprès des dirigeants ;
- Maintenir son programme sur les ressources naturelles avec la poursuite des publications dans tous les secteurs des ressources naturelles ;
- Professionnaliser ses interventions ;
- Ne pas se contenter du seul secteur minier, mais s'intéresser aussi à d'autres ressources naturelles.

Le conférencier a conclu son exposé en rappelant que le plus grand défi à relever est celui de valoriser nos ressources pour en faire des richesses au service de la nation.

La communication de monsieur Georges Bokonde a été suivie par un débat en deux temps, la première série de questions concernait la rationalisation de l'exploitation des ressources naturelles en RD Congo et l'implication du CEPAS dans la réalisation des statistiques nationales. En réponse à ces préoccupations, il a affirmé que le problème auquel la RD Congo est confrontée n'est pas celui de la diversification de l'exploitation de ses ressources naturelles mais celui de l'efficacité de l'action du gouvernement dans la régulation, le contrôle et la planification ; et au sujet des statistiques, le travail que peut faire le CEPAS est celui d'inciter le gouvernement à réaliser ces statistiques et non à prendre sa place pour le faire.

La deuxième série de questions était relative aux problèmes suscités par l'immensité des ressources face à la persistance de la pauvreté matérielle ; au travail que mène le CEPAS dans le secteur des ressources naturelles sans spécialisation et à la nécessité de rapprochement entre le CEPAS et les structures de l'Etat. En réaction, l'orateur a confirmé l'immensité des ressources naturelles de la RD Congo tout en reconnaissant le paradoxe entre ces ressources et la pauvreté massive des Congolais. Pour lui, la solution à l'équation de ce paradoxe gît dans l'action efficace du gouvernement. Au sujet de l'intervention du CEPAS, il pense que dans le secteur des ressources naturelles, le travail du CEPAS est de servir de cadre d'accompagnement et de coordination. Enfin, il a indiqué que les différents rapports des activités de la Société civile sur les questions des ressources naturelles sont toujours transmis au Cabinet du Président de la République.

2. Travaux en ateliers et recommandations

Au cours de ces trois Journées Sociales, les échanges après les conférences ont été suivis des travaux en ateliers d'où sont sorties quelques recommandations que, par souci de clarté, nous avons regroupées en cinq thèmes, à savoir : (1) Jeunesse, élite intellectuelle et masses populaires, (2). Economie et environnement, (3) culture et éducation à la citoyenneté, (4) famille et développement durable (5) ressources naturelles et apport du CEPAS.

2.1. Jeunesse, élite intellectuelle et masses populaires

Les participants recommandent au CEPAS de :

- poursuivre sa mission de formation à la fois de l'élite intellectuelle et des masses populaires et de ne privilégier aucune catégorie au détriment de l'autre ;
- créer des ponts entre l'élite et les masses populaires ;
- Veiller au bon choix des participants à cette formation pour que ceux-ci soient capables de la partager avec les autres ;
- Entreprendre des campagnes de sensibilisation et d'éducation civique ;
- Faire émerger un leadership fort dans le milieu des jeunes ;
- Créer des clubs de lecture pour les jeunes et les masses populaires.

2.2. Environnement

Les participants reconnaissent que la crise de l'environnement est profonde, mais semble ne pas beaucoup attirer l'attention de la population. La crise de l'environnement dans notre pays se caractérise par la présence des déchets, la pollution de l'air, du sol et de l'eau, la crise morale par les antivaleurs, le non-respect des espaces publics, des espaces verts et des espaces destinés aux jeux et à la récréation. Les conséquences de cette situation dramatique sont nombreuses. Les premières victimes sont les populations pauvres, particulièrement celles qui habitent les quartiers pauvres des villes et celles de l'arrière-pays.

Reconnaissant que la responsabilité de la destruction de l'environnement incombe à la fois à la population et aux gouvernants, les participants aux Journées Sociales recommandent au CEPAS de :

- mener des actions éducatives, notamment à travers les clubs de lecture sur le danger qui guette notre société en rapport avec les maladies provoquées par la dégradation de l'environnement ;

- publier des articles dans *Congo-Afrique* et des livres sur la problématique de l'environnement ;
- lutter contre la privatisation des espaces publics, des espaces verts et ceux destinés aux jeux ;
- encourager et soutenir les ONG œuvrant dans la protection de l'environnement ;
- promouvoir un nouveau type de citoyen acquis à la protection de l'environnement ;
- produire des bandes dessinées pour éduquer les enfants et les jeunes en matière de l'environnement

2.3. Culture

Afin que la culture demeure une composante importante de la vie nationale, les participants recommandent au CEPAS de :

- Réserver une rubrique spécifique dans *Congo-Afrique* à la question « citoyenne » traitant des droits et devoirs du citoyen (éducation civique, questions électorales, respect du bien commun) ;
- Sensibiliser le peuple congolais sur la politique des originaux dans les politiques publiques, notamment dans l'administration publique ;
- Exploiter les thématiques culturelles sur la jeunesse (étudiants et élèves), sur les musées, les archives, les éditions, le théâtre, l'animation culturelle, la lecture ;
- Publier ces thématiques culturelles sur les réseaux sociaux ;
- Mettre en ligne les livres et la revue *Congo-Afrique*.

2.4. Famille et développement durable et intégral

Les participants recommandent au CEPAS de :

- Créer des structures d'apprentissage à la paternité et à la maternité ;
- Collaborer à l'élaboration des manuels de civisme et de moral ;
- Organiser des sessions de formation au sein des paroisses, CEVB et communautés chrétiennes pour aider la famille à être véritablement le noyau de la vie ;
- Encourager la pastorale de la famille ;
- Promouvoir les valeurs naturellement humaines pour faire valoir la famille ;
- Mener des études réfléchies et systématiques en amont du travail des évêques sur la famille ;

- Aider à la définition de la notion de la nouvelle famille congolaise ;
- Editer des manuels d'encadrement des couples.

2.5. Ressources naturelles

Les participants recommandent au CEPAS de :

- Poursuivre son action de plaidoyer en faveur de la gouvernance des ressources naturelles ;
- Assurer la publication des livres sur les ressources naturelles en langues nationales ;
- Etre le porte-parole des communautés locales ;
- Accompagner le processus de décentralisation notamment dans le secteur de ressources par la sensibilisation de la population ;
- Promouvoir la transition de l'économie linéaire vers l'économie cyclique ou éco-durable ;
- Susciter la création des écoles de formation des cadres spécialisés dans le domaine des ressources naturelles ;
- Plaider pour la valorisation de l'expertise nationale notamment dans la sous-traitance ;
- Continuer à œuvrer comme partenaire privilégié de la Société civile. ■